

> CORRIGÉ

Doc. 1

La Poste, service public

La Poste incarne le service public en France pour de multiples raisons. D'abord parce que l'entreprise publique est une ancienne administration d'État. Ensuite, parce que certaines de ses missions restent d'intérêt général.

Sur le premier point, qui concerne son statut, rappelons que La Poste est une ancienne administration d'État, dirigée par un ministère, ou un secrétariat d'État selon la période. Elle a connu une grande stabilité de son statut juridique jusqu'à la loi de 1990 qui l'a transformée en un établissement public, malgré des tentatives avortées antérieurement. C'est donc au regard de la grande stabilité du statut postal pendant trois quarts de siècle (depuis 1925 et la création des PTT, sigle encore parfois utilisé aujourd'hui) qu'il faut mesurer l'impact de l'enchaînement de réformes qui ont eu lieu ces 35 dernières années. [...]

La Poste incarne également le service public parce qu'une partie de ses missions sont d'intérêt général. La Poste, étant placée sous la tutelle du ministre délégué à l'Industrie, leurs relations sont contractualisées dans le cadre d'un contrat de plan pluriannuel avec l'État. Celui-ci fixe les objectifs recherchés en termes de qualité de service sur une période donnée. Le dernier contrat de plan, « Contrat de service public », signé le 22 juillet, et qui couvre la période 2008-2012, reprend et réaffirme les quatre grandes missions dévolues à l'organisation postale : le service postal universel, service public minimum à l'échelle de l'Europe, l'acheminement de la presse, l'accessibilité bancaire et enfin l'aménagement du territoire. Il est frappant de constater que les missions du nouveau contrat de plan s'inscrivent dans la pleine continuité de celles qui ont été défendues au cours des 20 dernières années. [...]

La conception française du service public se heurte aujourd'hui au consensus régnant en Europe sur la question de la libéralisation de ces services. La notion de service public telle qu'elle existe en France est caractérisée par une étroite association du service public et de l'État d'une part et de l'État et de ses agents, qui, en théorie, sont des fonctionnaires d'autre part. Cette vision ne correspond pourtant plus à la réalité d'un groupe comme La Poste, qui est certes toujours une entreprise publique mais qui ne recrute d'ores et déjà plus de fonctionnaires. Son rapport à l'État s'est distendu. Son statut d'entreprise publique reste toutefois un statut intermédiaire puisqu'elle n'est plus une administration d'État mais qu'elle n'est pas non plus une entreprise privatisée. [...]

www.laviedesidees.fr, 2012

Doc. 2

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep) a été créée par la loi du 26 juillet 1996 pour préparer et accompagner l'ouverture à la concurrence du secteur et veiller à la fourniture et au financement du service universel des télécommunications. La loi du 20 mai 2005 relative à la régulation des activités postales a étendu la compétence de l'Autorité au secteur postal. [...]

L'ouverture à la concurrence de secteurs originellement monopolistiques, en particulier lorsqu'ils présentent de fortes barrières à l'entrée, nécessite une régulation, c'est-à-dire la mise en œuvre d'actions permettant la construction d'un marché pérenne, tout en assurant un équilibre entre la satisfaction des utilisateurs, grâce notamment à une baisse des prix, et le développement à long terme de la production et de l'emploi, grâce à l'investissement et à l'innovation.

La loi du 9 février 2010 relative à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales a prévu l'ouverture complète du marché postal à la concurrence le 1^{er} janvier 2011. L'Autorité accompagne cette ouverture et est attentive, dans un contexte de fléchissement de l'activité postale traditionnelle, aux conditions de fourniture du service universel. Elle a mis en place fin 2010 le dispositif, prévu par la loi du 9 février 2010, de traitement des réclamations. Au-delà des fonctions de régulation, l'Autorité s'est vu confier par le Parlement la mission d'évaluer annuellement le coût net correspondant à l'obligation d'aménagement du territoire de La Poste.

www.arcep.fr, 2012

Doc. 3

La régulation postale en 2010

Volumes (en millions d'objet)						
	2006	2007	2008	2009	2010	Évolution 2010-2009
Publicité adressée	4 871	4 795	4 733	4 419	4 386	- 0,8 %
Envois de correspondance, hors publicité adressée	11 668	11 821	11 419	10 928	10 443	- 4,4 %
Total des envois de correspondance	16 540	16 616	16 152	15 347	14 829	- 3,4 %

Arcep, Observatoire postal - Enquêtes annuelles jusqu'en 2009, enquête avancée pour 2010, estimation provisoire.

Revenus (en millions d'€ HT)						
	2006	2007	2008	2009	2010	Évolution 2010-2009
Publicité adressée	1 647	1 657	1 646	1 491	1 472	- 1,2 %
Envois de correspondance, hors publicité adressée	6 788	6 924	6 666	6 346	6 123	- 3,5 %
Total des envois de correspondance	8 435	8 581	8 313	7 837	7 595	- 3,1 %

Arcep, Observatoire postal - Enquêtes annuelles jusqu'en 2009, enquête avancée pour 2010, estimation provisoire.

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep) a été créée par la loi du 26 juillet 1996 pour préparer et accompagner l'ouverture à la concurrence du secteur et veiller à la fourniture et au financement du service universel des télécommunications. La loi du 20 mai 2005 relative à la régulation des activités postales a étendu la compétence de l'Autorité au secteur postal. [...]

Doc. 3 suite

L'ouverture à la concurrence de secteurs originellement monopolistiques, en particulier lorsqu'ils présentent de fortes barrières à l'entrée, nécessite une régulation, c'est-à-dire la mise en œuvre d'actions permettant la construction d'un marché pérenne, tout en assurant un équilibre entre la satisfaction des utilisateurs, grâce notamment à une baisse des prix, et le développement à long terme de la production et de l'emploi, grâce à l'investissement et à l'innovation.

La loi du 9 février 2010 relative à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales a prévu l'ouverture complète du marché postal à la concurrence le 1^{er} janvier 2011. L'Autorité accompagne cette ouverture et est attentive, dans un contexte de fléchissement de l'activité postale traditionnelle, aux conditions de fourniture du service universel. Elle a mis en place fin 2010 le dispositif, prévu par la loi du 9 février 2010, de traitement des réclamations. Au-delà des fonctions de régulation, l'Autorité s'est vu confier par le Parlement la mission d'évaluer annuellement le coût net correspondant à l'obligation d'aménagement du territoire de La Poste.

www.arcep.fr, 2012

> Analyser (10 points)

- 1 Quels commentaires pouvez-vous faire à la lecture des documents de l'annexe 3 ? (4 points)
 Le chiffre d'affaires généré par l'activité postale et le nombre d'objets acheminés sont en régression d'environ 10 % depuis 2006. Cette situation peut s'expliquer par la progression de l'utilisation d'internet et notamment la diminution de l'usage de la Poste par les particuliers. Mais il semble que les Français soient plutôt attachés à ce service. On peut aussi voir que les usages changent totalement. En effet, les entreprises utilisent de plus en plus les services postaux pour acheminer des publicités à destination des ménages et les envois de colis sont plus nombreux.
- 2 Dans quelle mesure le secteur postal est-il encore un service public en France ? (3 points)
 Il s'agit encore d'un service public car il remplit des missions d'intérêt général réaffirmées par le contrat de plan fixé par l'État de 2008 à 2012, comme assurer un service minimum, acheminer la presse ou la couverture de la totalité du territoire. Mais, en France, un service public est très proche de l'État. Or, cela ne correspond pas à la réalité européenne dans laquelle la libéralisation des services publics est dominante. C'est pourquoi, La Poste a progressivement changé de statut en s'éloignant de la fonction publique.
- 3 Par quels moyens la régulation du marché postal est-elle assurée ? (3 points)
 En France, l'état a mis en place l'Arcep (Autorité de régulation des communications électroniques et des postes) en 1996 et étendu son rôle au secteur postal en 2005. En Europe, le GREP (groupe européen de régulateurs dans le domaine postal) a été créé en 2010 pour assurer une surveillance et une coordination au niveau européen.

> Argumenter (10 points)

- 4 Dans un paragraphe argumenté d'une dizaine de lignes, vous montrerez quels sont les enjeux de la régulation du marché postal.

La Poste a, pendant de nombreuses années, détenu le monopole de l'acheminement du courrier et des colis sur le territoire français. Or l'ouverture progressive de ce marché à la concurrence a introduit de nouveaux intervenants qu'il a fallu intégrer tout en maintenant des objectifs de services publics. Cela a donc nécessité la mise en œuvre de règles et la surveillance de leur respect. La création d'un organe indépendant a été indispensable pour que le service public soit toujours assuré, que les consommateurs ne soient pas lésés et que le marché puisse équitablement accueillir les nouveaux intervenants. Cet organe de régulation joue également un rôle central en réalisant des études de coûts liées aux obligations de La Poste ainsi que des études plus générales sur l'évolution du marché postal.